

# S'UNIR POUR AGIR

**L**ettre ouverte à Bill Gates dans les médias, interpellation des gouvernements, campagnes de sensibilisation contre les OGM et de promotion du consommateur local auprès des populations, les organisations paysannes s'allient aux organisations de la société civile ou forment des coalitions afin de faire entendre leur voix et défendre des solutions endogènes.

La riposte s'organise. « Nous exhortons les participants au Sommet de Dakar II à envisager des moyens d'arrêter les accaparements des terres des agriculteurs, à rejeter les approches fondées sur l'AIC, (concept d'"agriculture intelligente face au climat") qui renforcent les grandes entreprises semencières et agro-industrielles, et à soutenir les initiatives des agriculteurs africains et d'organisations qui luttent pour la souveraineté alimentaire et l'agroécologie, et ceux qui se battent contre l'accueil des terres par l'agro-industrie et les investisseurs privés. » Cette déclaration, publiée le 25 janvier 2023 à l'ouverture du sommet Dakar II sur l'agriculture et l'agroalimentaire et signée par plus de 80 organisations africaines, donne le ton.

Alors que les principales plateformes paysannes comme la Pafo (Organisation panafricaine des agriculteurs) et le Roppa n'ont pas obtenu d'espaces d'intervention ni de négociation au sein du sommet, elles élèvent la voix dans les médias et sur les réseaux sociaux : hors de question de donner un blanc-seing à la Banque africaine de développement (Bad), organisatrice du sommet avec le gouvernement du Sénégal, pour augmenter la productivité agricole grâce à des investissements du secteur privé, afin de « contribuer à faire de l'Afrique un grenier à blé pour le monde<sup>1</sup>. »

« Ce sommet qui favorise des semences hybrides résistantes aux changements climatiques est une voie utilisée par les multinationales pour mettre en place un système de dépendance accrue de l'alimentation des pays africains », dénonce Cicodev Afrique, cosignataire de l'appel<sup>2</sup>. L'organisation dénonce « une pratique qui va à l'encontre des principes de la souveraineté alimentaire, dont l'une des bases est de contrôler la production, l'approvisionnement, la conservation et les échanges de semences paysannes entre les communautés ».

Parmi les nombreux signataires, on retrouve aussi l'Afsa, l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique, plateforme panafricaine qui multiplie les recommandations politiques, actions sur le terrain et prises de position dans les médias pour une « politique alimentaire africaine ». Active dans cinquante pays, l'Afsa représente plus de 200 millions d'agriculteurs et « rassemble une voix unique, plus forte, qui crée de l'élan pour influencer la transition vers l'agroécologie en Afrique<sup>3</sup> ». L'Afsa mène également une large campagne contre l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, dite Agra (Alliance for a Green Revolution in Africa) lancée par les fondations Bill et Melinda Gates et la fondation Rockefeller<sup>4</sup>.

En novembre 2022, une lettre ouverte à Bill Gates, co-rédigée avec la Community AI-





Des leaders de Nous sommes la solution lors de la Journée internationale de la femme rurale le 15 octobre 2021 en Guinée-Bissau © NSS

liance for Global Justice et publiée dans les médias, dressait ce constat implacable<sup>5</sup> : « Les solutions *high-tech*, comme le génie génétique, les nouvelles technologies de sélection et maintenant l'agriculture numérique, n'ont en fait jamais réussi à réduire la faim ou à accroître l'accès à la nourriture comme promis. Vous avez participé à la création du problème que vous soulevez. Dans certains cas, les "solutions" que vous présentez comme des solutions au changement climatique contribuent en fait aux processus à l'origine du problème (plus d'engrais à base de combustibles fossiles et plus d'infrastructures dépendantes des combustibles fossiles pour les transporter) ou exacerbent les conditions politiques qui conduisent à l'inégalité dans l'accès à la nourriture (par exemple, les politiques et les initiatives de sélection des semences qui bénéficient aux grandes entreprises et aux laboratoires, plutôt qu'aux agriculteurs eux-mêmes). [...] Les solutions pratiques et les innovations des agriculteurs et des organisations africaines ne manquent pas. Nous vous invitons à prendre du recul et à apprendre de ceux qui sont sur le terrain. »

Charles Mulozi Olweni, coordonnateur du plaidoyer et des campagnes de l'Afsa, défend que « des solutions endogènes africaines sont nécessaires pour résoudre les problèmes d'insécurité alimentaire, de faim et de pauvreté sur le continent ». « Ce n'est que

si nous investissons dans le renforcement de notre capacité à répondre aux différentes crises que les Africains pourront survivre et prospérer », ajoute Million Belay, coordinateur général de l'Afsa<sup>6</sup> : « Soutenir l'émergence d'un mouvement alimentaire durable est un moyen de construire une vision commune de la politique alimentaire. Le processus de co-construction et la formation d'alliances sont aussi importants que l'objectif final. »

## La société civile mobilisée contre les OGM

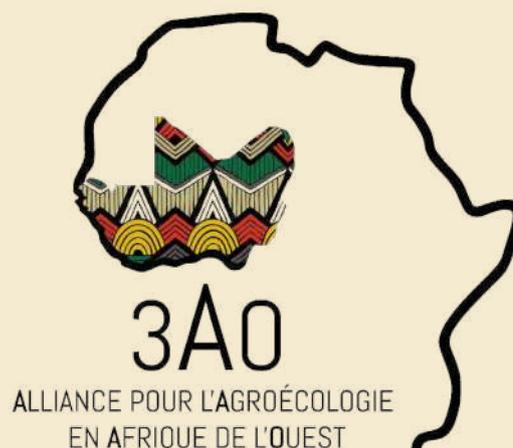
**A**u Sénégal, la loi sur la bio-sécurité, votée en juin 2022, a ouvert la porte aux organismes génétiquement modifiés (OGM) et dans le même temps provoqué un tollé auprès des organisations paysannes et de la société civile, qui se sont senties complètement exclues du processus de décision. « La science n'est pas encore en mesure d'assurer que les OGM permettront un meilleur rendement sur le long terme, ni de garantir qu'ils n'auront pas d'impact sur la santé humaine, animale et végétale », répète Amadou Kanouté, directeur de l'Institut panafricain pour la citoyenneté, les consommateurs et le développement (Cicodev Afrique), dans ses communications publiques<sup>7</sup>. Cicodev Afrique insiste pour que les instances régionales, telles que la Communauté éco-

nomique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) ou l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), se saisissent du sujet.

Les citoyens s'invitent donc dans les débats sur les systèmes alimentaires, à l'image de la Copagen, association qui lutte contre l'introduction des OGM en Afrique : « Nous voulons contribuer à la réflexion sur les enjeux et les défis que nous devons relever. Nous avons constaté que l'introduction des OGM prend de l'ampleur et entre dans l'habitude des producteurs, c'est ce qui nous amène à contribuer au débat. Il s'agit là d'une question de sécurité alimentaire et, en tant que citoyens, il est important d'être des consommateurs acteurs », affirme Salome Adoussi Houetognon, directrice de l'Inades-Formation Togo, point focal Copagen Togo<sup>8</sup>. « Nous menons des rencontres dans le but d'expliquer aux populations les enjeux autour de ces questions liées aux OGM et quelles stratégies mettre en place pour que ces OGM ne viennent pas envahir l'Afrique », explique, déterminé, Ali Tapsoba de Copagen au Burkina Faso<sup>9</sup>.

Faire pression ensemble, parler d'une seule voix pour être audible, interpeller directement les dirigeants, les réseaux tissent différentes stratégies pour se mobiliser contre les mesures imposées et invitent les politiques à plus de dialogue. Le rapport sommaire de l'Afsa<sup>10</sup> résume bien la détermination sans faille des organisations militantes : « Il s'agit de résister à la prise de contrôle des systèmes par les multinationales et de construire des systèmes de semences paysannes pour la souveraineté alimentaire en Afrique. »

<sup>1</sup> CIDSE, Statement on the Dakar 2 Summit : « Climate smart agriculture » will worsen the climate crisis, 2023. <sup>2</sup> APS, « Cico-dev Afrique fait part de ses "inquiétudes" pour les objectifs du Forum Nourrir l'Afrique », aps.sn, 2023. <sup>3</sup> Afsa, Opportunités d'amplification de l'agroécologie. Examen des politiques, des cadres et des mécanismes relatifs à la souveraineté alimentaire et aux systèmes alimentaires durables en Afrique, 2017. <sup>4</sup> Lancée en 2006 par la fondation Bill & Melinda Gates et la fondation Rockefeller, l'Agra mise sur l'utilisation d'intrants de haute technologie pour « transformer » l'agriculture africaine. <sup>5</sup> Afsa et al., « An open letter to Bill Gates on Food, Farming, and Africa », commondreams.org, 2022. <sup>6</sup> Tadele K., « La 4e conférence biennale de l'Afsa sur les systèmes alimentaires lance la campagne panafricaine "Je mange africain" et appelle à l'action pour une politique alimentaire africaine globale », afsafrica.org, 2022. <sup>7</sup> Ollivier T., « La bataille de la société civile contre les OGM est lancée au Sénégal », Le Monde, octobre 2022. <sup>8</sup> Avi A., « Togo : Promouvoir les semences paysannes dans les politiques agricoles », togobreakingnews.info, 2022. <sup>9</sup> Senepus, « Autorisation des OGM, le Sénégal face à son destin », senepus.com, 2022. <sup>11</sup> Afsa. « Résister à la prise de contrôle des systèmes de semences paysannes pour la souveraineté alimentaire en Afrique ». Kampala, Uganda. 2017.



Créé en avril 2018, 3AO compte désormais 65 organisations membres et confirme le rôle clef de l'action collective pour mettre à l'échelle l'agroécologie. « L'Alliance prend forme, prend force et se diversifie. Il y a quelque chose de très fort qui nous lie. Cette alliance montre que l'agroécologie devient une préoccupation fondamentale, une priorité au niveau de nos pays respectifs mais aussi au niveau de notre sous-région », déclare Mariam Sow, secrétaire exécutive Enda Pronat et membre du comité de pilotage<sup>1</sup> de l'alliance 3AO<sup>2</sup>. Composée d'organisations paysannes, d'instituts de recherche/universités, d'ONG internationales et de mouvements sociaux, cette plateforme de coordination renforce les synergies entre différents organismes et échelles d'action pour accentuer la force du plaidoyer, la visibilité du mouvement et l'impact des initiatives agroécologiques. Son objectif : « Unir pour agir, pour faire face aux multiples défis systémiques qui entravent la transition vers les systèmes alimentaires durables, promouvoir et accompagner une transition agroécologique en Afrique de l'Ouest pour garantir des moyens d'existence résilients, durables et adaptés aux nouveaux enjeux agricoles ouest-africains. »

1. Le comité de pilotage de 3AO assure la coordination et le suivi des initiatives. Il comprend des représentants du Roppa, d'Ipes-Food, de l'Afsa, d'Enda Pronat, du Cirad, d'Action Contre la Faim et de Jafowa. 2. 3AO, Compte rendu : Rencontre stratégique de l'Alliance pour l'agroécologie en Afrique de l'Ouest (3AO, janvier 2020).



## Effets négatifs du modèle agricole basé sur l'agriculture industrielle

**Sociaux** : disparition des savoirs faire traditionnels adaptés aux conditions locales

**Environnementaux** : dégradation de l'environnement, effondrement de la biodiversité, pression sur les ressources naturelles, émissions de gaz à effet de serre

**Sanitaires** : propagation des maladies non transmissibles et malnutrition

**Economiques** : concentration horizontale et verticale des richesses, dépendance financière aux intrants chimiques, accaparement des terres, (perte des moyens d'existence), migrations



## Des solutions apportées par l'agroécologie émergent

**Sociales** : potentielle diminution des conflits d'usage (valorisation des complémentarités)

**Environnementales** : réhabilitation des ressources naturelles du milieu, maximisation des équilibres écosystémiques, résilience face aux effets du changement climatique (complémentarité des cultures)

**Santé et Nutrition** : Diversification des productions (augmentation de la diversité alimentaire et nutritionnelle)

**Economiques** : Rentabilité économique (maximisation de l'utilisation des ressources disponibles), stabilité financière (réduction de la dépendance aux intrants externes, limitation des risques de perte totale de récolte et stabilisation des moyens d'existence au travers de la diversification des cultures), source d'emploi (peu mécanisée, l'agriculture agroécologique nécessite d'avantage de main d'oeuvre dans les fermes et dans les chaînes de valeurs localisées)